

*Agricultures du Maghreb/ Machrek à l'épreuve de la crise alimentaire et des révolutions arabes*

La crise alimentaire de 2008, les émeutes de la faim auxquelles elles ont donné lieu dans plusieurs pays, et plus récemment les « révoltes arabes », suscitées en partie par la hausse des prix alimentaires, ont mis en évidence la vulnérabilité des pays importateurs nets de produits agricoles aux chocs liés à la conjoncture internationale. Bien que la hausse des prix alimentaires ne constitue pas le seul déclencheur des révoltes arabes, elle compte néanmoins pour beaucoup dans la cristallisation de l'explosion sociale et populaire qui a embrasé plusieurs pays de la région au cours de l'année 2011. En effet, selon la FAO, les prix alimentaires mondiaux ont atteint un niveau record en janvier 2011, dépassant les niveaux atteints pendant la crise alimentaire 2007-08. Ainsi, la vulnérabilité accrue des pays arabes à la hausse des cours mondiaux, elle-même liée à l'aggravation des déficits alimentaires, n'a pas manqué d'exercer une pression grandissante sur les budgets publics, entraînant souvent une baisse des subventions à la consommation. Celle-ci a eu un effet direct sur le pouvoir d'achat des ménages, dont une forte proportion (de 35 à plus de 40%) des dépenses est toujours consacrée à l'alimentation et a joué un rôle non négligeable dans le déclenchement des soulèvements, notamment en Tunisie, au Maroc, en Algérie, en Egypte et en Jordanie.

Au-delà de leur dimension alimentaire, les mouvements de protestations populaires dans les pays arabes ont des racines plus profondes, qui renvoient dans une large mesure aux trajectoires de développement suivies par bon nombre d'entre eux, surtout depuis la fin des années 1980. Les politiques d'ajustement structurel, qui ont conduit partout à un mouvement de privatisation de grande ampleur, à la libéralisation des prix et du commerce et à d'importantes réductions dans les dépenses publiques (baisse des subventions à la consommation, réduction de l'emploi public, notamment), ont renforcé l'extraversion des économies de la région et partant leur vulnérabilité à la conjoncture internationale (crise de l'emploi, déficits alimentaires croissants). Dans plusieurs pays, (Tunisie, Maroc, Egypte en particulier), ces évolutions sont allées de pair avec l'accentuation des disparités régionales, un accroissement des écarts dans la répartition des richesses et l'aggravation de la pauvreté, qui reste principalement rurale (70 % des pauvres de la région Afrique du Nord/ Moyen-Orient vivent en milieu rural). Ces dynamiques apparaissent fortement liées à l'adoption de modèles de croissance qui ont soumis les orientations de développement agricole aux exigences d'une meilleure insertion dans l'économie mondiale.

Ainsi, les politiques agricoles mises en oeuvre, surtout au cours des deux dernières décennies, ont-elles cherché prioritairement à promouvoir les avantages comparatifs de la région dans certaines productions (productions maraîchères et fruitières, produits de la pêche). A l'exception de la Syrie, la réorientation des objectifs du développement agricole, de l'autosuffisance à la sécurité alimentaire sur la base d'une insertion renforcée au marché mondial, a favorisé la réallocation des ressources en faveur du secteur des grandes exploitations privées et du secteur irrigué (Maroc, Tunisie, Egypte notamment). La privatisation des terres et des circuits d'approvisionnement et de commercialisation, la réorganisation du système de crédit, ainsi que l'importante réduction des subventions aux intrants a eu des effets discriminatoires sur l'agriculture familiale.

La profonde transformation des conditions de l'activité agricole, notamment des conditions d'accès à la terre, à l'eau et au crédit, la hausse des coûts de production, l'endettement accru, mais aussi la dégradation des terres, ont contribué dans plusieurs régions à la marginalisation, voire à l'exclusion des petits agriculteurs, surtout dans le secteur des productions de base et de l'agriculture en sec. En Tunisie, en Egypte et au Maroc, la pluriactivité concerne une proportion croissante des agriculteurs et une large fraction des petites exploitations, dont le nombre n'a cessé d'augmenter en lien avec le morcellement des terres, n'est plus en mesure d'assurer la survie des ménages. En Egypte plus particulièrement, les contre-réformes agraires des années 1990 et la libéralisation du secteur agricole ont entraîné l'appauvrissement de milliers de paysans, contraignant un très grand nombre d'entre eux à renoncer à l'activité agricole. Outre les spoliations de terre, qui ont donné lieu à d'importantes mobilisations paysannes, la répartition des eaux d'irrigation a continué de susciter d'importants conflits. De même, la crise alimentaire de 2007-2008 et les émeutes de la faim qu'elles ont entraînées

ont mis en évidence le degré de dépendance alimentaire de l'Égypte et l'extrême vulnérabilité des populations à la hausse des produits de base.

Dans la plupart des pays de la région, la contribution de l'agriculture au PIB (7, 5% en Algérie, 11% en Tunisie, 13% en Égypte), à l'emploi et aux revenus des ménages ruraux n'a cessé de régresser, alors que la population rurale continue d'augmenter en chiffres absolus. Et si l'amélioration des performances de certains secteurs de la production agricole sont indéniables, se traduisant notamment dans la hausse des exportations agricoles (Tunisie, Maroc, Égypte), dans l'ensemble des pays arabes, à l'exception de la Syrie, les déficits de la balance agricole n'ont fait que croître. Les pays arabes, qui importent en moyenne plus de la moitié de leurs besoins alimentaires, sont aujourd'hui les plus gros importateurs nets de céréales dans le monde et leur dépendance à l'égard des importations de céréales continuera à augmenter fortement dans les prochaines années.

Depuis la crise de 2008 et plus particulièrement depuis le déclenchement du « printemps arabe », la question alimentaire a pris une dimension éminemment politique, ayant sans conteste contribué à la chute des dirigeants en Tunisie et en Égypte et imposé à d'autres gouvernements (Algérie, Maroc) des réductions importantes de prix des produits de base pour contenir les mécontentements. Alors que les dimensions agricoles et alimentaires des révoltes arabes restent peu explorées, les mobilisations d'agriculteurs et de ruraux paysans revendiquant un meilleur accès aux ressources en terre et en eau n'ont pas fléchi au cours des derniers mois, notamment en Tunisie, en Égypte ou au Maroc. Elles prennent la forme d'occupations de terre, de grèves d'ouvriers agricoles et d'initiatives visant la création de nouvelles organisations syndicales, moins inféodées au pouvoir politique. Ces mobilisations remettent en cause les orientations des politiques publiques et mettent en lumière la multiplicité des enjeux, sociaux, territoriaux, aussi bien qu'économiques du développement agricole.

Dans un contexte mondial qui favorise le grand retour de l'agriculture sur l'agenda des politiques publiques et des organisations internationales, les chercheurs en sciences sociales, qui se sont quelque peu détournés des études rurales et agricoles au cours des deux dernières décennies, sont aujourd'hui fortement interpellés. Ceci est particulièrement vrai pour les pays de la région Maghreb /Machrek où les aspirations à plus de justice sociale et régionale exigent une réflexion renouvelée sur la place du monde rural et de l'agriculture dans les orientations futures du développement. C'est à cette réflexion que souhaite contribuer ce n° spécial de la revue Maghreb/ Machrek consacrée à l'agriculture. Des contributions inscrites dans une diversité de disciplines (histoire, géographie, sociologie, économie, sciences politiques, etc.) sont sollicitées en particulier sur les thèmes suivants :

- Les transformations des sociétés rurales et des économies agricoles
- Les origines rurales et agricoles des révolutions arabes (les émeutes de la faim, les mobilisations rurales et paysannes, etc.)
- L'organisation professionnelle du monde agricole : défis et perspectives à l'ère des transitions « démocratiques »
- L'agriculture et le développement territorial (agriculture et aménagement du territoire, rapports villes campagnes, dimension sociale de l'agriculture)
- Les formes alternatives de valorisation de l'espace agricole (valorisation patrimoniale, systèmes de production localisés, production de qualité et de niches, agro-tourisme)
- Les défis environnementaux de l'agriculture (dégradation des ressources naturelles, adaptation au changement climatique)
- Le développement agricole et la sécurité alimentaire dans le monde arabe, y compris les investissements fonciers des pays du Golfe

Les analyses théoriques et comparatives de plusieurs pays sont particulièrement encouragées.

**Contacts:** Alia Gana UMR 7533 LADYSS (agana@u-paris10.fr), et Tahani Abdelhakim, IAM de Montpellier (abdelhakim@iamm.fr)

Les résumés sont à envoyer d'ici le **30 juin** et les articles au plus tard le **15 septembre 2012**. La taille des articles ne doit pas dépasser 50 000 signes tout compris. Il est recommandé de faire des tableaux et graphiques lisibles en noir et blanc.

Les auteurs peuvent également se référer à la charte graphique en fichier attaché.